MINISTERE DE L'AGRICULTURE

PERIMETRE IRRIGUE

Décret n° 90-1971 du 27 novembre 1990, portant révision des limites du périmètre public irrigué de Ghezala.

Le Président de la République.

Sur proposition du ministre de l'agriculture;

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963, portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971;

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983, relative à la protection des terres agricoles;

Vu le décret n° 65-24 du 21 janvier 1965, fixant la composition et les attributions de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués;

Vu le décret n° 83-1179 du 8 décembre 1983, portant création d'un périmètre public irrigué à Ghézala;

Vu le procès-verbal de la réunion du 8 décembre 1989 de la commission nationale consultative des périmètres publics irrigués;

Vu l'avis des ministres de l'économie et des finances, et du plan et du développement régional;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décrète ;

Article premier. — Les limites du périmètre public irrigué de Ghezala, gouvernorat de Bizerte, créé par le décret sus-visé n° 83-1179 du 8 décembre 1983 sont modifiées comme indiqué par un liseré rouge sur l'extrait de carte au 1/50.000 et ci-joint.

Art. 2. — Le périmètre public irrigué sus-visé est classé dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983 relative à la protection des terres agricoles. La carte de protection des terres agricoles du gouvernorat de Bizerte approuvée par le décret n° 86-102 du 16 janvier 1986 est modifiée conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 27 novembre 1990.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

TERRES COLLECTIVES

Décret n° 90-1972 du 27 novembre 1990, relatif à l'approbation des décisions d'attribution à titre privé de terres collectives relevant de la collectivité Béchlil du gouvernorat de Kébili.

Le Président de la République.

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971, par la loi n° 79-27 du 11 mai 1979 et par la loi n° 88-5 du 8 février 1988;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, relatif au régime des terres collectives modifié et complété par le décret n° 81-327 du 10 mars 1981 et par le décret n° 88-894 du 29 avril 1988;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de gestion de la collectivité Béchlil (Ardh El Barghouthia) à la délégation de Kébili en date du 20 juin 1990, relatif à l'attribution à titre privé de terres collectives approuvé par le conseil de tutelle local de la délégation de Kébili le 23 août 1990, le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Kébili le 24 août 1990 et le ministre de l'agriculture le 18 octobre 1990;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture.

Décrète :

Article premier. — Sont approuvées les décisions du conseil de gestion de la collectivité Béchlil (Ardh El Barghouthia) à la délégation de Kébili relatives à l'attribution à titre privé de terres

collectives et consignées dans son procès-verbal en date du 20 juin 1990, approuvé par le conseil de tutelle local à la délégation de Kébili le 23 août 1990, le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Kébili le 24 août 1990 et le ministre de l'agriculture le 18 octobre 1990 et ce conformément au tableau et plan parcellaire annexés au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 27 novembre 1990

p./Le Président de la République
et par délégation
le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

Décret n° 90-1973 du 27 novembre 1990, relatif à l'approbation des décisions d'attribution à titre privé de terres collectives relevant de la collectivité Douz Est du gouvernorat de Kébili.

Le Président de la République.

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971, par la loi n° 79-27 du 11 mai 1979 et par la loi n° 88-5 du 8 février 1988;

Vu le décret n° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, relatif au régime des terres collectives modifié et complété par le décret n° 81-327 du 10 mars 1981 et par le décret n° 88-894 du 29 avril 1988;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de gestion de la collectivité Douz Est (Ardh El Ghena 5) à la délégation de Douz en date du 2 mai 1990, relatif à l'attribution à titre privé de terres collectives approuvé par le conseil de tutelle local de la délégation de Douz le 23 août 1990, le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Kébili le 24 août 1990 et le ministre de l'agriculture le 18 octobre 1990;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture.

Décrète :

Article premier. — Sont approuvées les décisions du conseil de gestion de la collectivité Douz (Ardh El Ghena 5) à la délégation de Douz relatives à l'attribution à titre privé de terres collectives et consignées dans son procès-verbal en date du 2 mai 1990, approuvé par le conseil de tutelle local à la délégation de Douz le 23 août 1990, le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Kébili le 24 août 1990 et le ministre de l'agriculture le 18 octobre 1990 et ce conformément au tableau et plan parcellaire annexés au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 27 novembre 1990

p./Le Président de la République
et par délégation
le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

Décret n° 90-1974 du 27 novembre 1990, relatif à l'approbation des décisions d'attribution à titre privé de terres collectives relevant de la collectivité El Kalaâ du gouvernorat de Kébili.

Le Président de la République.

Vu la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971, par la loi n° 79-27 du 11 mai 1979 et par la loi n° 88-5 du 8 février 1988;